

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2024

Et si on se hasardait à une explication.

« Il serait certes fort commode de faire l'histoire universelle si on n'engageait la lutte qu'à condition d'avoir des chances infailliblement favorables. Cette histoire serait par ailleurs de nature fort mystique si les "hasards" n'y jouaient aucun rôle. Naturellement, ces hasards entrent dans le cadre de la marche générale de l'évolution et sont compensés à leur tour par d'autres hasards. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de "hasards" de ce genre – et parmi eux figure aussi cet autre "hasard" : le caractère des gens qui se trouvent d'abord à la tête du mouvement. » (Lettres à Kugelmann, Editions sociales 1976, lettre du 17 avril 1871).

Par hasard, Marx entendait tout ce qui existe et qu'on ignore forcément tant qu'il ne s'est pas réalisé, de ce fait, on doit admettre qu'on ne peut pas tout savoir, ce qui ne signifie pas pour autant qu'on ne saurait rien, comme le prétendent les détracteurs du marxisme qui eux pour le coup ne savent pas grand-chose.

Il y en a qui exigent l'impossible, des garanties, une théorie ou une doctrine parfaite, un parti parfait, des dirigeants parfaits avec lesquels ils seraient d'accord sur tout, et qui ne les trouvant pas en concluent qu'ils ne peuvent pas exister, ce en quoi ils ont parfaitement raison, sans pour autant que cela soit suffisant pour prouver qu'on ne pourrait pas s'en passer, juste pour justifier leur refus de s'engager dans le combat politique ou s'organiser dans un parti ouvrier, prendre en mains leur destin en somme.

En procédant de la sorte, ils démontrent qu'ils ignorent qu'absolument rien dans la nature ou la société des hommes ne correspond au principe qu'ils ont énoncé ou ne fonctionne selon ce principe.

Ce qu'on a observé, c'est que la réalité est faite de rapports contradictoires régis par les lois de la dialectique, dont l'issue dépend de l'évolution des facteurs qui les composent, sans toutefois qu'on puisse prédire avec exactitude ni quand ni comment la transformation de la quantité en qualité au sein du processus historique ou au cours de la lutte des classes se réalisera, on sait qu'elle devrait permettre d'atteindre un degré de développement supérieur de la société sur le plan économique et social, dans le cas contraire, c'est l'espèce humaine qui pourrait être condamnée à dégénérer et à disparaître, hypothèse qu'on ne doit pas écarter, puisque qu'aucune espèce organique n'est immortelle.

Dès lors, pour peu qu'on décide d'agir sur ces facteurs et leurs rapports, il sera possible de réunir les conditions qui permettront de les orienter en fonction de nos objectifs politiques, puisqu'ils incarnent le degré de développement supérieur de la société que nous avons évoqué précédemment, encore faudrait-il qu'on ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et de ses lois de fonctionnement.

Or, manifestement ce n'est pas le cas, puisque les esprits les plus éclairés ne parviennent pas à en faire une synthèse qui serait irréprochable. Toujours est-il, il est faux de croire ou de prétendre, qu'on serait réduit à l'impuissance face à une situation politique qui semble inextricable ou un combat politique qu'on nous dit perdu d'avance, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pourquoi ne pas admettre qu'on n'entend pas s'engager dans le combat politique parce qu'on croit qu'il ne présente aucun intérêt pour nous ou il ne mènera à rien. Mais comment en arriver à cette conclusion, sinon qu'on ne partage ni la même méthode de penser, ni la même interprétation du monde, finalement, ni les mêmes objectifs politiques. On a beau affirmer qu'on partagerait la même cause ou le même idéal humaniste, les mêmes valeurs ou principes, en réalité, c'est un leurre dès lors qu'on cautionne l'existence du capitalisme ou le système économique d'exploitation à l'origine de toutes les sortes d'oppression, d'inégalité et de discrimination, on ne peut pas représenter à la fois les intérêts de l'opresseur et de l'opprimé.

Cette démonstration était destinée à ceux qui entendent progresser, passer de la résistance passive - de plus en plus souvent devant un écran, à la phase pratique et organisée de la lutte de classe. Nous leur disons que le matérialisme dialectique, le marxisme, le socialisme est la thérapie par excellence des corps et des esprits, qu'ils veuillent bien noter qu'il ne s'agit pas d'un remède miracle, mais qu'il bénéficie tout de même d'un label scientifique éprouvé, puisqu'il a été mis à l'épreuve une multitude de fois pendant plus d'un siècle et demi, sans jamais avoir été pris en défaut ou avoir été réfuté, sauf par ceux qui en attendaient des miracles ou lui étaient devenus étrangers, pire, l'avaient trahi !

Engagez-vous, mobilisation générale.

Lu.

- C'est ainsi que l'on est passé de la politique à l'idéologie, ou de la politique à l'électoralisme, la paresse intellectuelle de rigueur le disputant au cynisme des prédateurs prêts à tout pour se maintenir au pouvoir. Le goût du travestissement et l'aptitude au bavardage étant manifestement des qualités suffisantes pour gouverner. Le fond important peu. Pourvu que l'intérêt général serve l'intérêt privé de ceux qui gouvernent.

Qu'est-ce qu'un monde où l'engagement n'est plus estimé, reconnu, encouragé ? Un monde sans pompiers, sans médecins, sans enseignants ? Ce projet dystopique, amorcé de façon plus ou moins grotesque par les leaders globalistes et autres escrocs tapageurs du progressisme, ne verra jamais le jour : l'homme, même s'il doit encaisser les coups des puissants et de ses congénères fièrement asservis, veille en silence, tel le félin prêt à bondir pour défendre son territoire et sa progéniture. Si le pelage est doux, la morsure peut être mortelle...

Tant que le domaine politique ne sera franchement purgé de ses imposteurs et séducteurs, tant que les médias et l'institution scolaire ne rempliront avec l'exigence nécessaire leur rôle d'éducation des populations – éducation à l'indépendance et à l'esprit critique -, on ne pourra espérer une société apaisée, riche de son sens de l'engagement. Tant que l'on ne sera repassé de la démagogie à la pédagogie, l'abus d'autorité sera la règle.

Car ce sont bien l'indépendance et l'esprit critique qui mènent, en un cheminement personnel basé sur l'expérience, à l'engagement.

La barbarie est indissociable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Lu.

Cette guerre nous enfonce dans un âge sombre où les lois, le droit, les garde-fous, tout ce qui empêcherait cette humanité de sombrer dans la barbarie, sont méthodiquement mis à terre. Une ère où une partie a décidé de la mise à mort de l'autre partie jugée « *barbare* ».

Membres d'institutions aussi prestigieuses que le Conseil de sécurité de l'ONU ou le G7, les gouvernements de ces États entérinent la loi de la jungle imposée par Israël et la logique de la punition collective.

Cette logique était déjà à l'œuvre en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, avec les résultats que l'on connaît. Déjà en 1982, Israël avait envahi le Liban, occupé le Sud, assiégé Beyrouth et supervisé les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. C'est cette « *victoire* » macabre qui a abouti à l'essor du Hezbollah, tout comme la politique israélienne d'occupation a abouti au 7 octobre. Car la logique de guerre et de colonialisme ne peut jamais déboucher sur la paix et la sécurité.

J-C - C'est oublier que les auteurs de ces "*lois, droits ou garde-fous*" étaient eux-mêmes des barbares, pas depuis 2001, mais lorsqu'ils disposèrent des moyens (militaires et de transport) permettant de se lancer dans des guerres coloniales aux quatre coins du monde, il y a de cela plusieurs siècles en arrière sous la monarchie, et depuis, sous le capitalisme, elles n'ont jamais cessé. Non seulement elles furent partie prenante de son développement, elles devinrent rapidement le facteur déterminant de la survie de ce système économique, et au-delà de l'hégémonie exercée par une poignée de puissances et d'oligarques sur le reste du monde.

Trois commentaires adressés à différents blogs (et publiés).

1- @ françois gerard

Je partage votre commentaire, mais je voudrais apporter quelques précisions, si vous me le permettez.

Ce n'est pas le réformisme qui a permis des avancées sociales, mais la mobilisation des masses dans le cadre du mouvement ouvrier ou la crainte de leur radicalisation et qu'elles renouent avec le socialisme... Cette idéologie est par nature ou définition, depuis la fin du XIXe siècle, la négation du socialisme.

Vous dites que "*le réformisme a permis certaines avancées sociales non négligeables (35 h 5^e semaine de congés, retraite à 60 ans etc)*", c'est être encore trop bon envers lui ou c'est lui attribuer une vertu qu'il n'a jamais eu (au capitalisme non plus), en fait ces "*avancées sociales*" correspondirent davantage à des concessions accordées par la classe dominante, un moindre mal plutôt que risquer de tout perdre (à terme), et finalement elle ne perdit rien au change, puisque chaque fois cela lui permit de développer de nouveaux marchés intérieurs ou de créer de nouveaux secteurs économiques pour satisfaire de nouveaux besoins, cela va de l'industrie du divertissement au tourisme en passant par le sport qui présente aussi l'avantage de permettre aux exploités de mieux supporter leur condition ou de l'oublier, en somme, une sorte d'autoconditionnement une fois

de plus très avantageux puisque réalisé à moindres frais ou prit en charge par ceux qui en sont victimes.

Bref, plutôt une aubaine pour le capitalisme en crise, dont bénéficieraient à la marge les masses (pas toutes) pendant une durée limitée seulement, pendant que les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires, et profiteraient des bienfaits de la division internationale du travail qui ne manquerait pas de s'étendre davantage durant cette période, dans l'indifférence quasi générale puisque toutes les classes en occident en profiteraient. Et puis tant pis si ces "avancés sociales" s'accompagnent de privatisations, de délocalisations, de destructions massives d'emplois, de pans entiers de l'industrie ou de secteurs de l'économie, d'un chômage de masse, tandis que la pauvreté et la précarité frappent de nouvelles couches de la classe ouvrière, etc. la liste est trop longue, les lecteurs compléteront. J'allais oublier les guerres, dès lors qu'elles se déroulent loin de chez nous ou ne troublent pas notre sommeil !

Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne fallait pas lutter pour ces revendications sociales, je le précise pour les adeptes des procès d'intention et autres amalgames orduriers, c'était juste pour en montrer les limites et les contradictions, y compris nocives, dès lors que ces luttes ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. D'ailleurs, quels enseignements les travailleurs et les militants en ont-ils retenu, en observant ce qui se passe quotidiennement sous nos yeux, je répondrai sans hésitation, aucun, puisque nous ne disposons ni d'un parti ni d'une internationale pour affronter l'offensive généralisée de la réaction et la vaincre.

Ne serait-ce pas là le problème urgent que nous aurions à régler, et que vous avez effleuré ? Il paraît que ce serait ringard, obsolète, un fossile théorique du XIXe siècle et j'en passe et des meilleurs, et que proposent ceux qui l'affirment ? Absolument rien ! A l'instar des idéologues de la réaction, leurs interventions servent uniquement à discréditer ceux qui continuent de diffuser les idées du marxisme et du socialisme, c'est devenu une raison d'être chez eux ou une seconde nature. Ne nous laissons pas distraire ou déstabiliser, essayons plutôt de voir comment on pourrait se rassembler et avancer ensemble. A suivre dans mon blog dans la prochaine causerie.

Instrumentalisation de la pauvreté ou l'autre peur qui paralyse et pousse à se conduire en citoyen obéissant et discipliné

J-C – Ce pourrait être une maladie contagieuse qui nous frapperait par surprise, une malédiction qui s'abattrait sournoisement sur nous, un coup fatal dont on ne se relèverait pas, alors vaut mieux marcher dans les clous, ne pas faire de vagues. Point d'esprit critique qui nous marginaliserait et nous fragiliserait, marchons en pas cadencé, soyons servile, adoptons les idées et le comportement des puissants en espérant qu'ils nous épargneront, et estimons-nous heureux du sort qu'ils nous ont réservé.

Hausse de la précarité chez les séniors : la France bientôt «une fabrique de vieux pauvres» ? - RT 30 sept. 2024

«En 2024, on estime à environ deux millions les personnes de 60 ans et plus qui vivent sous le seuil de pauvreté». C'est le constat amer dressé en France par l'association Petits Frères des Pauvres, à l'occasion de la publication de son rapport annuel consacré aux anciens. Un rapport qui paraît, chaque année, la veille du 1er octobre, journée internationale des personnes âgées.

Petits Frères des Pauvres dégage ainsi trois «*enseignements clés*» de son rapport avec, tout d'abord, 69% des personnes âgées pauvres ayant connu au moins «*une privation*» (restaurants, déplacements, vacances, chauffage) au cours de l'année écoulée.

J-C - Je suis pauvre, et comme tous les pauvres que je côtoie, personne d'entre nous ne va au restaurant, ne se déplace sauf nécessité absolue, ne part en vacances, un pauvre ne peut pas se payer le luxe de dépenses superflues ou réservées aux nantis, sa survie en dépend !

RT - Vient ensuite la répartition géographique de cette précarité des personnes âgées, dont la plupart d'entre elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales (42%) qu'en milieu urbain (35%).

J-C - Pardi, elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales qu'en milieu urbain ! Tiens donc, il n'y a pas un bureau de poste et un hôpital dans chaque bourg ou village, comme c'est étonnant, il a toujours fallu aller à la ville pour accéder aux services publics et parcourir des kilomètres ou dizaines de kilomètres aller/retour. J'habite dans un village en Inde et notre situation est identique ou pire encore, elle n'a jamais changé.

RT - Interrogée dans le rapport, Nathalie Gemza, coordinatrice du développement social des Petits Frères des Pauvres du département de la Nièvre a dénoncé une «*double peine pour ces habitants qui traversent des difficultés et qui se trouvent punis d'être éloignés des services, des lieux d'information, des professionnels à saisir...*»

J-C – En Inde. La commune la plus proche de mon village est à 1,5km, dès qu'une petite vieille atteint la route qui va à cette commune, des conducteurs en motos ou en scooters s'arrêtent spontanément pour la transporter. Les bagnoles qui passent ne s'arrêtent jamais, pas en raison d'une différence de caste mais de classe sociale, ce qui revient au même. Nous, nous ne sommes punis de rien, puisque nous manquons de tout !

RT - Le taux de pauvreté passe ainsi de 5,9% en 2016 à 10,6% en 2022, soit près du double. Cette catégorie demeure toutefois mieux lotie que le reste de la population française, où le taux de pauvreté était la même année de 14,4%.

J-C - Alors de quoi se plaignent-ils franchement ? Je déconne. Tout le monde s'en fout des pauvres et ce n'est pas nouveau. Ils ne votent pas, ils ne se syndiquent pas, ils ne militent pas, ils ne paient pas d'impôt, ils consomment peu, et le comble de l'indécence, ces parasites osent se plaindre !

RT - En conclusion du rapport, le directeur général Petits Frères des Pauvres, Yann Lasnier : «*notre société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber la pauvreté des aînés les moins privilégiés*».

J-C – Vous me direz, qu'il vaut mieux ne pas faire partie des vieux les plus privilégiés qui finissent dans des Ehpad ou autres mouroirs ! La vieille mère (+ de 90 ans) de ma compagne est en train de finir ses jours chez nous, elle s'alimente encore mais elle ne bouge pratiquement plus, bref, elle n'en finit plus de ne pas vouloir mourir depuis des mois, c'est une provocation intolérable !

Quand on m'a demandé si j'acceptais de la prendre en charge, je n'ai pas hésité une seconde. Pour tout vous avouer, cette question m'a un peu choqué au départ, car comment douter de ma réponse, puis je me suis dit que c'était mieux que de me l'imposer, comme quoi même chez les pauvres on a de la dignité et généralement on se voue mutuellement un minimum de respect.

Cette société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber l'avidité de richesse des plus fortunés ou des plus privilégiés, il faut donc leur retirer le pouvoir de l'accumuler et de nuire à toutes les couches de la société, expropriions-les tous !

En Complément ou confirmation. Macron-Barnier-Le Pen s'attaquent aux plus défavorisés.

Les agences postales communales menacées par une grosse coupe budgétaire - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Le gouvernement vient de sucrer 50 des 160 millions d'euros servant à financer les quelque 17.000 agences de la Poste qui maillent le territoire

« *Si cette coupe est faite en 2024, elle annonce sans doute une coupe en 2025, cela veut dire qu'on ne pourra plus faire fonctionner des agences postales communales* », a-t-il ajouté, en indiquant que le groupe avait « *déjà engagé beaucoup de dépenses pour 2024* ». « *Dans les communes rurales, il y a énormément d'agences postales communales où La Poste paye une partie du salaire de l'employé communal, donc c'est un vrai drame pour l'avenir de ces points de contact* », a souligné Philippe Wahl.

Grâce à ce maillage, plus de 97 % de la population se trouve à moins de cinq kilomètres ou à moins de vingt minutes d'un « *point de contact* » postal.

Selon l'AMF, depuis la signature du premier contrat de présence postale en 2008, « *plus de 2,4 milliards d'euros ont été investis dans les territoires pour adapter et moderniser la présence postale et accompagner les clientèles les plus vulnérables* ».

« *Ce fonds de péréquation territoriale [...] a été conçu pour bénéficier de manière prioritaire aux zones qui en ont le plus besoin, telles les zones rurales, zones de montagne, quartiers prioritaires de la politique de la ville et territoires d'outre-mer* », précise l'association. 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Qui finance le ministère de la Vérité ou de la propagande, devinez ?

Lu.

- Laurent Bigot, patron du fact-checking en France, est partout, sur Franceinfo, France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, Arte, TV5 Monde et l'INA. C'est lui qui a lancé Vrai ou Faux où sévit Julien Pain sur FranceInfo en 2018. Il dirige l'École publique de journalisme de Tours. Les futurs journalistes y apprennent à penser droit.

Le réseau international de fact-checking (Poynter Institute)

Le Poynter Institute rassemble les initiatives de fact-checking du monde entier. Il compte plus de 120 signataires en mars 2024, dont l'AFP, 20 Minutes, FranceInfo. Laurent Bigot représente le Poynter Institute en France, lequel est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates, Google,

Facebook/Meta, le département d'État américain (Affaires étrangères), le National Endowment for Democracy (CIA), le Omidyar Network (Ebay, Wikimedia), l'Open Society Foundations (Soros)...

Totalitarisme. Vous vivez dorénavant sous un régime de liberté surveillée.

La vidéosurveillance algorithmique, expérimentée pendant les JO, va être généralisée par le gouvernement Barnier - francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Jusqu'ici, le ministère de l'Intérieur assurait que l'expérimentation n'irait pas au-delà de la période des Jeux olympiques, même si dans les faits, le texte de la loi prévoyait déjà une prolongation jusqu'au 31 mars 2025. Pourtant, l'idée désormais à l'étude est de faire rentrer de manière permanente cet usage dans le droit. Une généralisation à laquelle est notamment favorable Laurent Nunez, le préfet de police de Paris. francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Totalitarisme. Et estimez-vous heureux d'échapper à la prison...provisoirement !

Prisons : Près de 79.000 détenus, un nouveau record pour la France - 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Les établissements pénitentiaires français, conçus pour accueillir 62.014 détenus, présentent une densité carcérale moyenne de 127,3 %. Cette situation est encore plus préoccupante dans les maisons d'arrêt, où la densité atteint 153,6 %. Dans 17 établissements ou quartiers spécifiques, la surpopulation atteint même ou dépasse les 200 %.

L'une des conséquences directes de cette surpopulation est le nombre croissant de détenus contraints de dormir sur des matelas posés au sol. Ils étaient 3.609 dans cette situation début septembre, contre 2.361 à la même période l'année précédente.

Parmi les détenus, 20.563 sont des prévenus, en détention dans l'attente de leur jugement définitif. Au total, le nombre de personnes placées sous écrou atteint 94.906 au 1er septembre, incluant 15.937 individus placés sous bracelet électronique ou bénéficiant d'un placement à l'extérieur.

La France, troisième pays d'Europe en matière de surpopulation carcérale derrière Chypre et la Roumanie. 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Totalitarisme. L'UE entend censurer le discours « nuisible » de ses opposants.

Contenus nuisibles : YouTube, Snapchat et TikTok devront préserver la santé mentale de leurs utilisateurs - 20minutes.fr/AFP 2 octobre 2024

L'UE resserre les vis : inquiète de l'apparition de certains contenus « nuisibles » diffusés par les plateformes YouTube, Snapchat et TikTok, la Commission européenne a réclamé, mercredi 2 octobre 2024, des informations sur les algorithmes qui les mettent en avant.

L'exécutif européen, gendarme du numérique dans l'UE, invoque en particulier le besoin de protection des mineurs et exige de ces trois groupes qu'ils fournissent « *davantage d'informations sur la conception et le fonctionnement de leurs systèmes de recommandation* ».

YouTube et Snapchat sont en particulier priés de fournir « *des informations détaillées sur les paramètres utilisés par leurs algorithmes pour recommander du contenu* », ainsi que sur « *leur rôle dans l'amplification de certains risques* », y compris de possibles atteintes aux processus électoraux et au discours civique, a précisé la Commission.

La Commission européenne veut aussi connaître les mesures prises par ces deux plateformes pour atténuer l'influence de leurs algorithmes sur la promotion de discours de haine et/ou de drogues illégales.

De son côté, TikTok a été prié de fournir plus d'informations sur les moyens mis en œuvre pour « *éviter la manipulation de son service par des acteurs malveillants* » et « *atténuer les risques pour les élections, le pluralisme des médias et le discours civique* ».

Confirmation. Reporters sans frontières un agent de l'OTAN.

L'attaque de RSF contre Sputnik met en évidence son statut d'"*aile médiatique de l'Otan*" - fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Les demandes des Reporters sans frontières (RSF) pour que l'UE s'attaque à la Serbie qui a hébergé des bureaux de RT et Sputnik et leurs attaques contre ces médias russes montrent que cette organisation est "*une aile médiatique de l'Otan et de l'Occident*", a déclaré à Sputnik Stevan Gajic, chercheur associé à l'Institut d'études européennes.

Il a ainsi commenté un rapport de RSF qui accuse Sputnik et RT de diffuser de la "*désinformation*" et des "*révélations du Kremlin*" dans les Balkans et au-delà. Le document fait partie d'une nouvelle initiative de RSF baptisée "*Propaganda Monitor*", promettant de mener une "*bataille pour promouvoir un journalisme fiable*".

"*Les déclarations de RSF et d'autres selon lesquelles Sputnik et RT doivent être réduits au silence ont un objectif final clair: "supprimer toute information venant de l'autre côté pour faire taire tous ceux qui ne jouent pas le jeu de l'Otan. Et c'est particulièrement un problème pour l'Otan et pour ces organisations fantoches, comme les journalistes de Reporters sans frontières, en temps de guerre"*, a martelé M.Gajic. fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Totalitarisme. En Italie, ce sera au garde-à-vous !

Italie : Les élèves seront notés sur leur comportement en classe, comme à l'époque de Mussolini - 20 Minutes/AFP 2 octobre 2024

En Italie, les élèves devront désormais obtenir une note de « *comportement* » en classe supérieure à 6/10 pour pouvoir passer à la classe supérieure, même si leurs résultats scolaires sont bons

Faire redoubler les élèves perturbateurs : c'est la mesure mise en place par le Parlement italien pour « rétablir le respect » et limiter les agressions d'enseignants à l'école. Votée le 25 septembre, la nouvelle loi instaure une évaluation du comportement des enfants, rapporte The Guardian.

Au collège et au lycée, une note inférieure ou égale à 5/10 conduira ainsi automatiquement à un redoublement. Si l'élève obtient 6/10, il pourra passer à la classe supérieure en suivant un cours de rattrapage en éducation civique.

La cheffe du gouvernement Giorgia Meloni a estimé que cette mesure « ramènerait le respect » dans les écoles.

Problème : cette loi s'inspire d'une ancienne mesure introduite sous le régime de Benito Mussolini en 1924.

Outre les sanctions scolaires, des amendes allant de 500 à 10.000 euros ont été instaurées en cas d'agression physique ou verbale contre les enseignants. Le contexte de cette décision est marqué par une augmentation de 110 % des violences envers le personnel éducatif depuis le début de l'année 2024 en Italie.

Situation sociale en France.

Une vingtaine de magasins Casino ferment cette semaine faute de repreneur - 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Vingt et un super et hypermarchés Casino, qui emploient plus de 1.100 salariés, fermeront entre lundi et samedi, faute d'avoir trouvé un repreneur

Vichy : Cent cinquante soignants du centre hospitalier en grève - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Selon les chiffres communiqués par le centre hospitalier, 150 personnes étaient en grève, ce jeudi, en plus des médecins qui se sont portés solidaires au mouvement, sans que leur nombre ait été communiqué.

Les soignants en grève sont préoccupés par deux situations. Tout d'abord, les grévistes s'inquiètent de l'important retard de traitement des courriers de consultation. Selon eux, plus de 2.500 courriers s'entasseraient actuellement au sein des services du centre hospitalier de Vichy, dans le département de l'Allier.

Ces courriers seraient donc toujours en attente de frappe, sans que le personnel possède suffisamment de moyens humains pour mener à bien ces tâches. L'autre source de préoccupation des grévistes est le nouveau système téléphonique qui dysfonctionnerait depuis le printemps dernier. Un dysfonctionnement qui engendrerait d'importantes lourdeurs informatiques et aggraverait la charge de travail du personnel, déjà conséquente.

Situation politique en France.

Propagande et conditionnement. Comment ils vous préparent psychologiquement à de nouveaux sacrifices.

« *La France vit-elle au-dessus de ses moyens ?* » : l'analyse du « *Point* » ce soir sur TF1 et LCI - LePoint.fr 30 septembre 2024

J-C – Vous noterez qu'ils ne s'embarrassent plus pour camoufler leur supercherie, la réponse (attendue) figure ouvertement dans la question, « *la dette publique vous inquiète* », à force de le marteler, tout le monde ou presque tombe dans le panneau.

Dettes : les Français plus inquiets que jamais - LePoint.fr 30 septembre 2024

Le sondeur partenaire du Point, Cluster17, est formel : la dette publique donne désormais des sueurs froides aux Français. 77 % d'entre eux considèrent en effet que le niveau d'endettement du pays a atteint un niveau « *très élevé* ».

À la question « *diriez-vous que le niveau de la dette publique vous inquiète ?* », 81 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative.

La plupart d'entre elles (précisément 51 %) affirment même : « *Oui, beaucoup.* »

« *Les sondés sont indécis : 18 % estiment qu'il faut baisser le budget de la culture, 16 % celui de la défense, 16 % celui consacré à l'environnement et, enfin, 14 % veulent baisser les dépenses à l'égard des collectivités territoriales.* »

Notons enfin que 17 % des sondés ont répondu « *autres* », citant la réduction « *du train de vie de l'État* » et des administrations, le rabotage des aides sociales, la réduction des subventions à certaines associations ou encore la fin des « *niches fiscales* ».

Plus surprenant, seuls 10 % des Français s'expriment en faveur d'une hausse de l'impôt sur les sociétés. À croire qu'ils ont compris que, dans une économie ouverte sur le monde, alourdir nos entreprises ne ferait que grever leur compétitivité et, à terme, remonter le chômage. De quoi donner du grain à moudre au gouvernement de Michel Barnier. LePoint.fr 30 septembre 2024

J-C – Ajoutons, et à la lutte de classe !

Budget 2025 : Budget de guerre !

Budget 2025 : un effort colossal de 60 milliards d'euros - LePoint.fr 2 octobre 2024

Pour atteindre les 5 % de déficit l'an prochain (contre 6,1 % cette année), l'exécutif mise sur un effort de 60 milliards d'économies. Comme annoncé par le Premier ministre la veille, celui-ci sera réparti entre baisses de dépenses (un peu plus de deux tiers) et hausses d'impôts (un peu moins d'un tiers). Soit plus de 40 milliards d'économies et un peu moins de 20 milliards de recettes supplémentaires.

Un ralentissement des dépenses des opérateurs de l'État est attendu et représente un peu plus d'un milliard d'économies.

Les administrations de sécurité sociale représentent quant à elles près d'un tiers des baisses de dépenses. Un report de l'indexation des retraites au 1er juillet 2025 est notamment prévu. L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie (Ondam) sera fixé à 2,8 %. Les collectivités locales seront également appelées à modérer leurs dépenses pour contribuer à l'effort. Au total, les dépenses publiques devraient refluer de 56,8 % du PIB cette année à 56,3 % l'an prochain.

La Cour des comptes plaide pour la suppression de 100 000 postes dans les collectivités locales - LePoint.fr 2 octobre 2024

Dans un rapport remis ce mercredi 2 octobre, la Cour des comptes suggère de supprimer 100 000 effectifs des collectivités locales afin d'économiser 4,1 milliards d'euros par an à partir de 2030. LePoint.fr 2 octobre 2024

En famille. Quelle « chance », quelle surprise !

Marine Le Pen annonce que le RN ne censurera pas a priori le gouvernement "pour lui laisser une chance"

« *Le Rassemblement national n'entend pas entraîner le pays vers le chaos. Le RN a fait un choix responsable : refuser de censurer a priori votre gouvernement* », assure la cheffe de file des députés RN après la déclaration de politique générale de Michel Barnier. franceinfo 1 octobre 2024

Et pour cause :

« *L'immigration n'est pas une chance* »: en France, Bruno Retailleau suscite un tollé parmi la coalition au pouvoir - RT 30 sept. 2024

La députée RN Laure Lavalette compare Bruno Retailleau à "un porte-parole" de son parti - BFMTV 1 octobre 2024

Invitée sur BFMTV-RMC, la députée RN Laure Lavalette a comparé le ministre de l'Intérieur à un porte-parole de son parti en réponse à ses récentes sorties polémiques. BFMTV 1 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie en guise de démocratie.

Moyen-Orient : l'Iran tire près de 200 missiles contre Israël - RT 1 oct. 2024

L'Iran a tiré ce 1er octobre une nouvelle salve de missiles contre l'État hébreu. Une attaque réalisée en réponse aux morts de Haniyé, Nasrallah et Nilforoushan, a déclaré le Corps des Gardiens de la révolution. Selon l'armée israélienne, qui a promis une réponse, près de 200 missiles auraient été tirés par la République islamique.

Guerre au Proche-Orient: l'Iran frappera "toutes les infrastructures" d'Israël s'il est attaqué - BFMTV 2 octobre 2024

L'Iran menace de riposter en frappant "toutes les infrastructures" d'Israël dans le cas d'une riposte de l'État Hébreu, après l'attaque massive de missiles de Téhéran, ce mardi 1er octobre.

L'Iran frappera "toutes les infrastructures" d'Israël s'il est attaqué en riposte à ses lancements de missiles, a averti ce mercredi 2 octobre le chef d'état-major de l'armée iranienne, le général de division Mohammad Bagheri.

"Si le régime sioniste, qui est devenu fou, n'est pas contrôlé par ses soutiens américain et européen et veut poursuivre ces crimes ou agir contre notre souveraineté et notre intégrité territoriale, l'opération comme celle de ce soir (mardi) sera répétée avec une plus grande intensité et toutes les infrastructures du régime seront visées", a déclaré le général Bagheri à la télévision d'État iranienne. BFMTV 2 octobre 2024

Des documents fuités révèlent les plans de contre-révolution en Iran par Kit Klarenberg, Max Blumenthal - Arrêt sur info — 25 septembre 2024

Des documents et des courriels ayant fait l'objet d'une fuite et obtenus par The Grayzone révèlent un effort apparemment secret de la part d'agents américains chargés du changement de régime pour imposer une direction radicale aux vestiges du mouvement de protestation iranien contre le tchador obligatoire, afin de renverser le gouvernement de l'Iran.

L'initiative a été lancée par Carl Gershman, directeur de longue date de la National Endowment for Democracy (NED), une organisation à but non lucratif financée par le gouvernement américain qui soutient les opérations de changement de régime dans le monde entier. Conçue à l'origine par la CIA de l'administration Reagan, la NED s'est immiscée dans des élections et a soutenu des putschistes du Nicaragua au Venezuela, en passant par Hong Kong et bien d'autres pays encore.

Les fuites révèlent comment Gershman a comploté en privé pour canaliser les ressources du département d'État vers la construction d'une « coalition pour la liberté de l'Iran » composée de militants iraniens pro-occidentaux et d'agents néoconservateurs américains qui réclament à cor et à cri une attaque militaire américaine contre l'Iran.

Tout en visant à « mobiliser un soutien international » en faveur du mouvement « Femmes, vie, liberté », « et à faire tout ce qui est possible pour soutenir [leur] lutte » la Coalition pour la liberté représente une tentative manifeste d'imposer une direction en exil à l'opposition iranienne de base qui est dirigée et parrainée par les éléments les plus belliqueux de Washington.

<https://arretsurinfo.ch/des-documents-fuites-revelent-les-plans-de-contre-revolution-en-iran/>

Israël: Joe Biden ordonne à l'armée américaine d'intercepter les missiles iraniens - BFMTV 1 octobre 2024

Washington juge « *totalelement inacceptable* » l'attaque de l'Iran contre Israël en riposte à l'assassinat du chef du Hezbollah au Liban

« *Les Etats-Unis soutiennent pleinement, pleinement, pleinement Israël* », a déclaré Joe Biden, ajoutant que des discussions étaient « en cours » avec Israël sur la réponse à apporter.

Le président américain a demandé à l'armée américaine d'aider Israël à intercepter les missiles tirés par l'Iran contre l'État hébreu.

Mimétisme.

Emmanuel Macron a "*condamné avec la plus grande fermeté les nouvelles attaques de l'Iran contre Israël*" et la France a "*mobilisé*" ce mardi 1er octobre "*ses moyens militaires au Moyen-Orient pour parer la menace iranienne*", a déclaré l'Élysée dans un communiqué à l'issue d'un conseil de défense.

Le président français a également exigé que « *le Hezbollah cesse ses actions terroristes contre Israël et sa population* », rappelant que la France est « *attachée à la sécurité d'Israël* ».

Pour François Hollande "*il est légitime de défendre Israël face à cette attaque*". BFMTV et AFP 1 et 2 octobre 2024

En complément :

Budget 2025 : "*L'attitude des socialistes doit être de voter tout ce qui va dans le bon sens de la justice fiscale*", estime François Hollande - francetvinfo.fr 1 octobre 2024

Des manifestants à Paris pour soutenir le Liban et condamner « Israël » - french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Des drapeaux libanais et palestiniens ont été brandis pendant le rassemblement qui a réuni quelque 2000 manifestants, selon les organisateurs cités par des médias français.

Au Liban, les armées israéliennes et libanaises s'affrontent pour la première fois au sol - Le HuffPost 2 octobre 2024

Pour la première fois, les soldats des deux camps s'affrontent au sol. 48 heures après le lancement d'une offensive terrestre israélienne ciblée au sud du Liban contre le Hezbollah, des premiers combats directs ont eu lieu entre les armées des pays ennemis.

Les troupes libanaises ont annoncé, en début d'après-midi ce mercredi 2 octobre, qu'un drone israélien avait visé l'une de ses unités dans le sud du Liban. Une attaque survenue « *alors que [cette unité] s'employait à ouvrir la route Marjayoun-Hasbaya* », coupée par des bombardements, a précisé l'armée libanaise sur X.

Un bilan des pertes de Tsahal quelques heures tard recense huit morts, en comptant le capitaine Eitan Itzhak Oster.

Outre les combats entre les armées régulières des deux pays, plus tôt dans la journée, le Hezbollah avait affirmé combattre des forces israéliennes s'étant « *infiltrées* » dans le sud du Liban, dans le village frontalier de Maroun al-Ras.

Faites tomber les masques. La véritable nature de l'ONU à nue.

Israël officialise sa rupture avec l'ONU en qualifiant Antonio Guterres de "*persona non grata*" - Le HuffPost 2 octobre 2024

S'exprimant sur X après que l'Iran a tiré près de 200 missiles sur Israël, Antonio Guterres a condamné « *l'élargissement du conflit au Moyen-Orient* », en déplorant « *l'escalade après escalade* ». « *Cela doit cesser. Il nous faut absolument un cessez-le-feu* », a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Cette réaction n'a pas plu au ministre israélien des Affaires étrangères, reprochant au chef de l'ONU de ne pas avoir condamné nommément l'Iran pour son attaque massive. Indiquant qu'Antonio Guterres était désormais « *persona non grata* » en Israël, Israël Katz a ajouté : « *Quiconque ne peut condamner sans équivoque l'attaque odieuse de l'Iran contre Israël ne mérite pas de fouler le sol israélien.* »

« *Persona non grata* ». Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a été interdit d'entrée en Israël en raison de sa réaction après l'attaque iranienne contre Israël, survenue mardi 1er octobre soir.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a qualifié, ce mercredi 2 octobre, Antonio Guterres de « *secrétaire général anti-israélien qui apporte son soutien aux terroristes, violeurs et assassins* ».

Syrie : une frappe israélienne aurait ciblé «*la villa*» du frère de Bachar al-Assad - RT 1 oct. 2024

Sur fond d'offensive au Liban, l'armée israélienne a mené dans la soirée du 29 septembre, une frappe dans la région de Yafour, à l'ouest de la capitale syrienne, a rapporté le média panarabe Al-Quds al-Arabi. Une frappe qui, selon une source militaire «*bien informée*» de ce média, aurait ciblé «*la villa*» du frère du président syrien Maher al-Assad, à l'aide de trois missiles.

Outre la frappe ayant visé le domicile du président syrien, un raid israélien sur Damas dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre a tué une journaliste syrienne. La télévision syrienne «*pleure la présentatrice Safaa Ahmad, est morte en martyre dans l'agression israélienne de la capitale Damas*», a-t-elle annoncé dans un communiqué.

Qui gouverne la France et l'UE ?

J-C – Quand le Réseau Voltaire s'en tient au journalisme et évite la propagande idéologique, il arrive qu'il publie d'excellents articles qui comportent des données indispensables pour comprendre la situation, qui sont censurées par les médias mainstream, celui-ci en fait partie.

La place des États-Unis et d'Israël dans les gouvernements de l'UE et de la France - Réseau Voltaire 1er octobre 2024

L'Union européenne a été fondée non pas par les Européens, mais par les États-Unis et le Royaume-Uni pour mieux les contrôler. La Commission européenne (autrefois dénommée Haute Autorité) est l'administration non-élue chargée d'imposer leur volonté aux États-membres. Au cours des dernières années, elle est parvenue à élargir les compétences de la Commission au détriment de la souveraineté des États-membres sans changer pour autant quoi que ce soit dans les traités. Suivant cette même ligne, Michel Barnier fait entrer les démocrates états-uniens et la faction fasciste d'Israël au sein du gouvernement français.

<https://www.voltairenet.org/article221297.html>

En France et dans l'Union européenne, la place et la responsabilité des États sont progressivement remis en cause. Sans qu'aucune modification n'ait été apportée aux Traités européens, de nombreuses compétences des États membres ont été discrètement transférées à la commission européenne au cours des cinq dernières années.

L'origine de la Commission européenne

Rappelons d'abord que l'Union européenne est la résultante d'un processus imaginé par les Anglo-Saxons fin 1942. L'amiral William Leahy, chef d'état-major des armées des États-Unis et ancien ambassadeur à Vichy jusqu'en mai 1942, institua à Alger un Gouvernement militaire allié des territoires occupés (Allied Military Government of Occupied Territories - AMGOT) pour la France, autour de l'amiral François Darlan, puis du général Henri Giraud. Il appliquait les lois de Vichy, mais ne reconnaissait pas l'autorité de Charles De Gaulle à Londres.

Charles De Gaulle, considérant que les Britanniques et les États-uniens n'avaient pas plus de droit que les Nazis d'occuper son pays, s'y était fermement opposé (d'où son opposition au débarquement de Normandie [1]). Aussi ce gouvernement n'a pu être étendu qu'en Allemagne, en Autriche et au Japon, mais pas comme prévu en Norvège, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Belgique, au Danemark et en France.

Au vu de cet échec, les Anglo-Saxons cherchèrent une forme de gouvernance pour pouvoir contrôler l'ensemble du monde, conformément à leur volonté commune exprimée lors de la conférence de l'Atlantique.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et le Royaume-Uni se divisèrent le monde. Churchill imagina de regrouper l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas dans une organisation supranationale, la Communauté économique européenne (CEE). Elle devait se substituer à l'AMGOT (qui persistait en Allemagne et en Italie) pour mettre en œuvre le principe de la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, conformément à la stratégie anglo-saxonne du libre-échange. Les États-Unis ont lié les prêts du Plan Marshall à l'obligation de ces pays d'entrer dans la CEE.

Le MI6 britannique crée la Ligue européenne de coopération économique (European League for European Cooperation - ELEC), tandis que la CIA finance l'Union européenne des fédéralistes (UEF) et crée le Comité américain pour une Europe unie (American Committee on United Europe - ACUE).

Le premier président de la Haute Autorité de la CEE, c'est-à-dire du prédécesseur de la Commission de l'Union européenne, fut l'Allemand Walter Hallstein (1958-1967). Ce juriste nazi avait conçu le Neuordnung Europas (Nouvel ordre européen) pour le führer Adolf Hitler : il s'agissait de remplacer les États-nations par des structures régionales ethniques, tout en étendant le Reich à l'ensemble des populations de langues allemandes, et en vidant son espace vital de ses populations autochtones. Walter Hallstein n'ayant qu'à gérer une partie de l'Europe pour les Anglo-Saxons, il n'a pas eu à aborder les questions de l'expansion de l'Allemagne ni celle de l'expulsion ou l'extermination des populations slaves. Par précaution les Anglo-Saxons le neutralisèrent en ôtant de ses fonctions la politique de régionalisation qu'ils confièrent au Conseil de l'Europe.

Tout au long de son histoire, la Haute autorité, puis la Commission européenne, ne furent que des interfaces civiles entre d'un côté l'OTAN (qui remplaça l'AMGOT) et les États-membres. Ses premiers fonctionnaires furent issus de l'AMGOT en Allemagne et en Italie. Pendant la guerre, ils avaient été formés aux affaires civilo-militaires dans une dizaine d'universités états-uniennes.

Ces administrations (non-élues) disposent à la place du Parlement européen (élu) du pouvoir d'initier des règles dans l'espace de l'Union. Ce point est extrêmement important : la Haute Autorité, puis la Commission, n'ont d'autre but que de faire entrer toutes les normes de l'OTAN dans les lois des États-membres. Le Parlement européen n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions de l'impérialisme anglo-saxon.

Aujourd'hui, la Commission a imposé aussi bien des normes sur la production de chocolat (qui sont exactement celles préalablement fixées par l'OTAN pour la barre de chocolat de la ration du soldat) que sur la construction de certaines routes (afin de pouvoir y faire passer les chars de l'Alliance).

La commission von der Leyen

Venons-en maintenant à la période actuelle. En 2014, il a été convenu que la présidence de la Commission échoira à la tête de liste du parti arrivé en tête lors de l'élection du Parlement européen. On pensait à ce moment que ce serait soit le Parti populaire européen (PPE), soit le Parti socialiste européen (PSE), qui se partageaient déjà la présidence du Parlement, qui arriverait en tête. C'est l'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, un membre des réseaux stay-behind de l'Otan (Gladio), qui fut désigné par le PPE et devint président de la Commission de 2014 à 2019.

En 2019, la présidence de la Commission aurait dû échoir au chrétien démocrate Manfred Weber. Cependant il renonce à cette fonction, ouvrant la voie au social-démocrate Frans Timmermans, ancien ministre des Affaires étrangères néerlandais, dont le parti est arrivé second aux élections du Parlement européen. Mais la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne s'y opposent car il n'a cessé de les accuser de tendances autoritaires alors qu'il était commissaire chargé de l'amélioration de la législation, des relations inter-institutionnelles, de l'État de droit et de la charte des droits fondamentaux. La chancelière allemande Angela Merkel propose alors sa dauphine et ministre de la Défense, Ursula von der Leyen. Le président français, Emmanuel Macron, la soutient à la condition que la Franco-États-unienne Christine Lagarde [2] soit nommée présidente de la Banque centrale européenne.

Lors de son discours d'investiture, elle annonce la couleur en déclarant : « *Ma Commission sera une Commission géopolitique* ». Cette expression n'exprime pas un rôle dans les relations internationales, mais fait référence à la théorie du Lebensraum (espace vital) imaginée par Karl Haushofer.

Ursula von der Leyen crée immédiatement un Groupe pour la coordination externe (EXCO). Il se réunit tous les mardis au niveau des directeurs généraux et tous les mercredis au niveau des conseillers des cabinets des commissaires.

En mars 2020, alors qu'elle venait juste de prendre ses fonctions, Ursula von der Leyen doit affronter la crise de la Covid-19. La nouvelle présidente élabore un programme de relance économique d'un montant de 2 018 milliards d'euros (dont 800 milliards empruntés), puis elle organise l'achat conjoint de 4,6 milliards de doses de « *vaccins* » pour 71 milliards d'euros supplémentaires (soit 15 fois le coût de production). Enfin, elle met en place un passeport sanitaire européen, le EU Digital COVID Certificate, dit « *QR Code* ». Ces initiatives ne figurent pas parmi les compétences attribuées par les Traités à la Commission, cependant tous les États-membres s'en sont félicités. En outre, jusque-là, l'Allemagne s'était toujours vigoureusement opposée au principe d'un emprunt conjoint.

Les scientifiques considèrent aujourd'hui que 2,8 milliards de ces doses n'étaient pas des vaccins, mais uniquement des médicaments à ARNmessenger. Au demeurant, ils étaient tous expérimentaux.

La Cour de justice de l'Union européenne déplorera l'absence de transparence de la Commission concernant les contrats d'achats de vaccins anti-Covid. Toutefois aucune des procédures intentées pour avoir connaissance des échanges entre les laboratoires pharmaceutiques et Mme von der Leyen n'aboutiront. Son époux, Heiko von der Leyen, a été nommé directeur médical d'Orgenesis, une société liée à un des laboratoires fabriquant les vaccins. Il y travaille très peu et y perçoit un salaire exorbitant. En outre, selon la Cour des comptes de Chypre, la Commissaire à la Santé d'Ursula von der Leyen, la Grecque Stélla Kyriakídou, aurait touché 4 millions d'euros via son mari, Kyriakos Kyriakídou.

Le 23 février 2022, la Russie débute son « *opération militaire spéciale* » pour mettre fin aux massacres perpétrés par les « *nationalistes intégraux* » au Donbass. Cette entrée de l'armée russe sur le territoire ukrainien est considérée par l'OTAN comme une agression, bien qu'elle ne soit qu'une application de la résolution 2202 et de la responsabilité de protéger. Quoi qu'il en soit, le Haut représentant et vice-président de la Commission, Josep Borrell, déclare : « *C'est le moment où l'Europe géopolitique est en train de naître* ».

La Commission propose sans attendre des paquets de mesures coercitives contre la Russie que le Conseil adopte sans débattre. Il s'agit de la transcription en droit européen des mesures déjà prises par les États-Unis [3] et coordonnées par l'ancien ambassadeur de Washington à Moscou, Michael McFaul.

La Commission propose également un vaste programme d'aide financière et militaire à l'Ukraine. Il est élaboré par Björn Seibert, le chef de cabinet d'Ursula von der Leyen et ancien analyste de l'American Enterprise Institute, en contact constant avec Washington. Elle a, à ce jour, mobilisé 88 milliards d'euros d'aide financière pour Kiev et 50 milliards d'euros d'armes (« *Facilité pour l'Ukraine* »).

Le rôle de Michel Barnier en France

Avant les élections européennes de juin 2024, le président Emmanuel Macron propose à Michel Barnier de devenir son Premier ministre. Cependant, la liste présidentielle ne parvient pas à recueillir 15 % des voix. Le président Macron dissout alors l'Assemblée nationale avec un espoir sérieux de reconstituer sa majorité parlementaire. Cependant, Jean-Luc Mélenchon parvient en deux jours à rassembler les partis de gauche au sein du Nouveau front populaire. Au premier tour, la liste présidentielle ne recueille que 20 % des voix. Le président Macron évite le pire en organisant un « *Front républicain* » contre le Rassemblement national de Marine Le Pen. Ce n'est qu'après deux mois de tergiversations qu'il parvient à désigner Michel Barnier comme Premier ministre.

Michel Barnier est un opportuniste. Soutien du gaulliste Jacques Chaban-Delmas, il le trahit pour l'atlantiste Valéry Giscard d'Estaing, en 1977. Soutien du néo-gaulliste Jacques Chirac, il le trahit pour l'atlantiste Édouard Balladur, en 1993. En 2007, dans l'affaire Clearstream 2, il dépose devant le juge Renaud Van Ruymbeke contre le gaulliste Dominique de Villepin en faveur de l'atlantiste Nicolas Sarkozy.

Sa seule constance est de participer à la construction de l'Union européenne dans l'ombre de Washington et de Londres. Après le rejet par référendum de la Constitution européenne, il est membre du groupe Amato qui rédige le traité de Lisbonne lequel sera imposé par la voie parlementaire. Il négocie patiemment les conditions du Brexit avec Londres car il est le seul commissaire européen à connaître l'histoire de l'UE et à comprendre la logique de la volonté britannique.

Cependant, il se met à dos bien des hauts fonctionnaires européens, lors de la campagne présidentielle française de 2022. Il dénonce en effet la gestion des règles de l'immigration depuis des décennies par ses collègues de la Cour de justice de l'UE, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant.

Le 21 septembre, l'Élysée annonce la composition du gouvernement dont il est le Premier ministre. Il prend soin de laisser croire qu'il en est le seul auteur et que le président Macron ne l'a pas influencé.

C'est évidemment faux. Par exemple Marc Ferracci, ministre délégué chargé de l'Industrie, ancien camarade d'Emmanuel Macron durant leurs études à SciencesPo, fut son témoin de mariage, tandis que le président fut le témoin du sien. Son père, Pierre Ferracci, a participé à la commission Attali pour la libération de la croissance française (2007-2010), dont Emmanuel Macron fut rapporteur spécial. Il dirige un réseau permettant de recaser les hauts-fonctionnaires momentanément écartés. L'épouse du nouveau ministre, Sophie Ferracci, fut directrice de cabinet d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie et à son parti politique, En marche. Elle a été recasée à la Caisse des dépôts et consignations et est aujourd'hui présidente du Groupe SOS de Jean-Marc Borello, ami de longue date de Brigitte Macron.

Le gouvernement Barnier est placé sous les augures des démocrates états-uniens et des sionistes révisionnistes israéliens.

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, est l'héritier d'une longue succession de démocrates-chrétiens. Son grand-père, Noël Barrot fut résistant et député. Son père ; Jacques Barrot, créa avec Michel Barnier le club Dialogue & Initiative. Il fut député ministre, vice-président de la Commission européenne et même membre du Conseil constitutionnel. La sœur de Jean-Noël, Hélène Barrot, est directrice de la communication d'Uber-Europe.

Spécialiste des Finances, il fut professeur associé au Massachusetts Institute of Technology (MIT), puis professeur à HEC Paris. Il fut lauréat (promotion 2020) du programme « *Young Leaders* » de la French-American Foundation.

Le membre le plus surprenant du gouvernement Barnier est son ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad. La presse a relevé son rôle au sein de l'Atlantic Council, donc au service de Washington. Il fut aussi haut fonctionnaire du service européen pour l'action extérieure (SEAE) où il défendit les positions des États-Unis et d'Israël.

Mais le plus important est ailleurs : il a longuement travaillé au sein du Tikvah Fund qui se présente comme une association d'éducation juive états-unienne. En réalité, c'est une association des « *sionistes révisionnistes* », c'est-à-dire des disciples du fasciste Vladimir Jabotinsky dont le portrait orne les murs de tous ses bâtiments et est reproduit sans toutes ses publications. Le Tikvah Fund n'est pas une organisation pro-israélienne comme les autres, elle promeut l'idéologie de Benyamin Netanyahu (dont le père était le secrétaire particulier de Jabotinsky) [4]. Rappelons que le premier Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, avait interdit que l'on inhume Jabotinsky en Israël.

Selon Haaretz, le Tikvah Fund, présidé par le criminel états-unien Elliott Abrams [5], a financé la prise de pouvoir en Israël par Benjamin Netanyahu et ses alliés Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich [6].

Il y a trois ans, Benjamin Haddad expliquait qu'assimiler le Hezbollah à une organisation terroriste comme Daesh, qu'il a combattu et qu'Israël a soutenu, permettait d'obtenir le soutien des Européens [7].

Ce qu'il faut retenir :

- La Commission européenne est l'héritière de la Haute Autorité de la CEE, elle-même héritière de l'AMGOT, c'est-à-dire de l'autorité militaire d'occupation anglo-saxonne.
- La Commission européenne n'est donc pas élue, mais composée à l'instigation des Anglo-Saxons. Sa seule fonction est de faire adopter les normes de l'OTAN par les États-membres.
- Le gouvernement Barnier est le prolongement de la Commission. Il comporte ainsi aussi bien un ministre agréé par les démocrates états-uniens, qu'un autre représentant les sionistes révisionnistes de Benyamin Netanyahu.

Notes.

[1] « Comment justifier l'agression de l'Otan contre la Russie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 11 juin 2024.

[2] « Avec Christine Lagarde, l'industrie US entre au gouvernement français », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2005.

[3] Voir le tableau des mesures états-uniennes et européennes dans « La fin de la domination occidentale », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 avril 2022.

[4] « Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 janvier 2024.

[5] Elliott Abrams a été condamné à 2 ans de prison pour son rôle dans l'IranGate. Il a été gracié par le président George Bush père.

[6] « Le coup d'État des Straussiens en Israël », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 mars 2023.

[7] Ecoutez le podcast en anglais : « Benjamin Haddad on Why Europe is Becoming More Pro-Israel ».

Argentine.

Argentine: nouvelle manifestation massive contre Milei pour défendre l'université - AFP 3 octobre 2024

Une marée humaine a rempli en fin d'après-midi la vaste place du Parlement au centre de la capitale, pour défendre "l'urgence budgétaire" de l'université, des rattrapages salariaux pour les enseignants, et une réévaluation régulière des budgets sur fond d'inflation à 236% en interannuel.

Ils réclament un rattrapage des salaires des enseignants du supérieur -autour de 650.000 pesos pour un débutant- et sur une loi, approuvée au Sénat, déclarant l'université en "urgence budgétaire", et posant une réévaluation bimensuelle de son budget.

Javier Milei, au nom du sacro-saint objectif de "déficit budgétaire zéro", a promis un "veto total" à cette loi, veto qui devait être officialisé entre mercredi et jeudi. Autre motif de colère des manifestants.

Le veto présidentiel serait toutefois en suspens, puisqu'il pourrait être invalidé par une majorité des deux tiers à la Chambre des députés, où le petit parti libertarien de Milei, La Libertad Avanza, minoritaire, ne parvient à ce jour qu'à des alliances ad hoc.

États-Unis.

États-Unis: les dockers commencent leur grève après l'échec de négociations - RFI/AFP1 octobre 2024

Le syndicat des dockers de quatorze grands ports de la côte Est des États-Unis, qui ont commencé à débrayer tôt, mardi 1er octobre, après l'échec de négociations de dernière minute, s'est dit prêt à « se battre aussi longtemps que nécessaire ».

« Nous sommes prêts à nous battre aussi longtemps que nécessaire, à rester en grève le temps qu'il faudra, pour obtenir les salaires et protections sociales que nos adhérents méritent », a prévenu dans un communiqué le patron du syndicat ILA, Harold Daggett. Les dockers ont commencé à débrayer tôt mardi après l'échec de négociations de dernière minute entre leur syndicat et l'Alliance maritime.

L'USMX représente les employeurs de 36 ports disséminés le long des côtes entre le Maine, dans le nord-est, et le Texas, au sud du pays, sur le Golfe du Mexique, en passant par la Floride, dans le sud-est.

En face, le syndicat des dockers compte 85 000 adhérents aux États-Unis (ports, rivières, lacs). Le contrat social arrivant à expiration concerne 25 000 adhérents, travaillant dans les terminaux de conteneurs et de chargement de véhicules roulants de quatorze grands ports : Boston, New York, Philadelphie, Baltimore, Savannah, Miami, Tampa ou encore Houston.

Le transport d'hydrocarbures et de produits agricoles, ou encore les croisières, ne devraient être que très faiblement, voire pas du tout, affectés. RFI/AFP1 octobre 2024

Russie.

Russie: explosion des dépenses militaires en 2025 pour poursuivre l'offensive en Ukraine - AFP 1 octobre 2024

Le conflit en Ukraine quoiqu'il en coûte: le projet de loi budgétaire 2025 en Russie dévoilé lundi prévoit une envolée de 30% des dépenses militaires l'an prochain, confirmant la détermination du Kremlin à poursuivre son offensive, malgré le coût humain et économique.

Les dépenses de défense vont atteindre en 2025 près de 13.500 milliards de roubles (130 milliards d'euros au taux actuel), selon le projet de loi.

Le budget militaire national avait déjà explosé de près de 70% en 2024, représentant cette année avec les investissements de sécurité 8,7% du PIB selon Vladimir Poutine, une première dans l'histoire moderne de la Russie.

Depuis 2022, le Kremlin a largement réorienté son économie sur l'effort de guerre, développant à grande vitesse son complexe militaro-industriel, recrutant des centaines de milliers d'employés.

La somme allouée pour la défense représentera en 2025 près d'un tiers des dépenses fédérales et plus de deux fois plus que les investissements "*de politique sociale*".

Le budget dédié à la sécurité intérieure, qui inclut la police et les services spéciaux en charge notamment de la répression des critiques du Kremlin, va, lui, passer à 3.460 milliards de roubles (33 milliards d'euros), représentant près de 10% des dépenses annuelles de l'Etat russe.

Ce cumul "*Défense*" et "*Sécurité*" représentera environ 40% du budget. Sans compter de nombreux investissements classés secrets.

Au total, les dépenses fédérales vont passer en 2025 à 41.500 milliards de roubles (environ 400 milliards d'euros).

Pour boucler son budget, le gouvernement a prévu au 1er janvier une augmentation des impôts sur les hauts revenus et les entreprises.

Les pénuries de main d'œuvre demeurent toutefois problématiques dans un grand nombre de secteurs, ce qui entraîne la surchauffe de l'économie nationale.

J-C - En comparaison, les dépenses militaires américaines ont atteint 916 milliards de dollars et 296 pour la Chine en 2023, le budget militaire de l'OTAN se monte à 2,029 milliard d'euros en 2024 (www.nato.int).